

**OPPOSITION A LA DECLARATION  
PREALABLE**

(délivrée par le Maire au nom de la commune)

**DEMANDE DE DECLARATION  
PREALABLE**

déposée le : 26/04/2022

complétée le : 30/05/2022

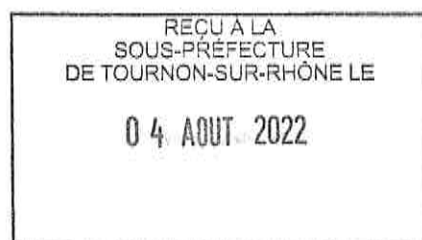
Dossier n° DP 07010 22 A0084

par : **Monsieur ERDOGAN Yakup** Surface de plancher : -demeurant : **4, Place Louis Revol  
38200 VIENNE**Destination : **Renovation de devanture**Terrain sis : **5 Bis Rue de Tournon, Basse** Réf. Cadastres : **AO51**  
**Ville 07100 ANNONAY****LE MAIRE,****VU** la demande de DECLARATION PREALABLE susvisée,**VU** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.421-1, L.421-6, L.422-1, L.422-5, L.423-1, L.424-1, L.424-7,**VU** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 juin 2019.,**VU** le règlement de la zone UAp,**VU** l'affichage du dépôt de la demande en mairie le 30/06/2022,**VU** l'avis défavorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 30 juin 2022,

Considérant l'avis défavorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 30 juin 2022,

Considérant que les pièces demandées par acte du 28/04/2022 (notamment la description des travaux de maçonnerie, pour la totalité de la façade du rez de chaussée commercial), conformément à l'article R.423-22 du code de l'urbanisme, n'ont pas été fournies ou ne sont pas suffisamment précises pour être recevables.

Considérant que sans pouvoir apprécier en totalité et en détails la qualité architecturale du projet, il est considéré que ce projet est susceptible de ne pas respecter le règlement du Site Patrimonial Remarquable d'Annonay, ce qui ne peut faire l'objet d'un accord.

**ARRETE****Article Unique : Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.**ANNONAY, le  
Le Maire,**21 JUIL. 2022**Et par délégation, Catherine MOINE  
Conseillère déléguée, en charge de l'urbanisme

En application de l'article L.424-7 du code de l'urbanisme, la présente décision est transmise au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de la présente notification et de sa transmission au préfet.

**Délais et voies de recours :** Cette décision est susceptible d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Lyon. Compte-tenu des circonstances exceptionnelles, ce délai débutera à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire fixée par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID19.